



COMITÉ REGIONAL INTER ORGANISATIONS

Province : Zone Sud Est /Tanganyika, Haut Lomami, Haut Katanga
et Lwaalaba

RESUME DE LA MISSION CRIO NYUNZU DU 24 JUIN AU 1 JUILLET 2020

Participants (liste de participants en annexe)

UNICEF, PAM, FAO, OCHA, HCR, CONCERN, AVSI, AIDES

11 structures rencontrées :

L'Administrateur du territoire de Nyunzu ai, les partenaires humanitaires de Nyunzu, le conseil de sécurité de Nyunzu, le bureau central de la zone de santé de Nyunzu, le comité territorial de l'association des jeunes de Nyunzu, le groupe des Mamans leaders, les chefs de groupements de Nyunzu, l'association des motards et des propriétaires des moto, le comité des déplacés de Nyuzu, le commandant FARDC, l'association des jeunes leaders du Tanganyika

I. Introduction

En février 2020, le comité Inter organisation de la zone Sud Est avait décidé de la suspension des activités humanitaire dans le territoire de Nyunzu suite un contexte de confusion et d'insécurité occasionné par un regain des violences inter communautaires entre les membres de la communauté Twa et Bantu au cours de laquelle la sécurité des acteurs humanitaires ainsi que leur neutralité avaient été remise en cause. La société civile de Nyunzu et le comité de sécurité avaient signifié à certains acteurs humanitaires qu'ils n'étaient plus la bienvenus à Nyunzu . La plupart des acteurs humanitaires avaient quitté Nyunzu et arrêté les activités humanitaires à Nyunzu.

Cependant l'amélioration du contexte sécuritaire ainsi que la visite de son excellence Mr le gouverneur de province à Nyunzu en fin mai, a conduit le CRIO a levé le 10 juin cette mesure au regard de la détérioration de la situation humanitaire et des conditions de vie des personnes vulnérables du territoire de Nyunzu.

Pour accompagner ce processus de reprise des activités humanitaires à Nyunzu, le CRIO avait recommandé l'organisation préalable d'une mission conjointe autorités provinciales et acteurs humanitaires à Nyunzu afin de s'assurer de l'apaisements des tensions contre la communauté humanitaire.

C'est dans ce sens qu'une mission du CRIO s'est rendu à Nyunzu du 24 juin au 1^{er} juillet 2020 afin de de collecter/ identifier au travers des rencontres les problématiques et défis majeurs qui rythment les échanges entre les communautés de Nyunzu. Sur place à Nyunzu, la mission a bénéficié de l'appui des points focaux humanitaires de Nyunzu (AVSI et CREF) ainsi d'une mission du cluster éducation

II. Contexte sécuritaire et accès humanitaires

Il est ressorti des échanges avec différents interlocuteurs ainsi que les autorités politico-administratives et de sécurité que la situation sécuritaire s'est sensiblement améliorée au cours des deux derniers mois pendant lesquels aucun incident majeur n'a été rapporté dans la zone. Suite à cette accalmie, les personnes déplacées vers le centre de Nyunzu ont entamé un retour vers leurs axes de provenance. Ce mouvement de retour progressif s'est accéléré au cours du mois de juin après la visite du gouverneur de province et s'est élargie aux membres de la communauté Twa réfugiée en brousse.

Le trafic routier coupé depuis plus de trois mois, entre Nyunzu et Lwizi, entre Nyunzu et Manono et entre Nyunzu et Kongolo a repris. Des mouvements des commerçants, des vélos, des motos et véhicule sont actuellement visibles sur les axes nord-ouest, Sud-Sud, l'ouest et Est. L'accès vers les champs des populations locales de la cité de Nyunzu est devenu actuellement possible dans un périmètre de plus en plus élargi (au-delà de 20 km). Selon le commandant des forces FARDC déployés à Nyunzu, seul l'axe Nord Est cad au Nord Est au-delà de Kabeya Mayi (Kabeya Mayi – Kilunga- Kankwala- Lunga et Kabeya Mayi – Kisengo) où la situation de sécurité demeure encore incertaine du fait de la poursuite des activités des groupes armés et milices Twa. Cette situation est causée par le manque de coordination entre les troupes FARDC en opération au Maniema (territoire de Salamabila et Kabambare) et celles déployées au Tanganyika (Nord du territoire de Nyunzu, Kalemie et Kongolo) dans la traque des groupes armés opérant dans les

zones limitrophes de ces deux provinces. Aucun retour n'est signalé sur cet axe Nord Est.

Par ailleurs sur le Sud-Ouest cad l'axe Ngombe Mwana – Ngoy malgré la sortie des populations Twa sur la route principal, l'accès reste difficile physique reste difficile à cause des nombreux arbres tombés sur la route rendant ce tronçon quasiment impraticable par véhicule (source FARDC)

Sur le plan sanitaire, sur 13 AS actuellement fonctionnelles, 9 sont difficilement accessibles. Il faut noter que parmi les 8 AS qui se sont ajoutés en Janvier 2020 sur la liste des AS non fonctionnelles suite à l'insécurité (MUHUYA, NGOMBE, NGOY, MAKUMBO, MULONGO, MASAMBA, KABEYA MAYI, KABEYA MUKENA), six sont redevenues plus au moins accessible (MUHUYA, NGOMBE, MAKUMBO, MULONGO, MASAMBA, KABEYA MAYI) depuis le mois de juin 2020. Cependant un seul parmi les six (As de Mukuna) a réouvert ses portes depuis le 17 juin 2020.

III. Problématiques et défis majeurs

Avant de mentionner les problématiques récurrentes ressorties de toutes les discussions, il y a lieu de signaler tous les groupes et structures rencontrés ont souhaité et soutenu le retour des acteurs humanitaires et le reprise des activités à Nyunzu. Aucun groupe, ni même le conseil de sécurité n'a reconnu avoir demandé aux humanitaires de quitter Nyunzu.

Néanmoins, les questions suivantes ont été soulevés au cours des échanges et discussions avec différents groupes et structures rencontrés :

1. **La question du manque de politique de recrutement locale** : Tous les groupes notamment le groupe des jeunes sont revenu sur cette question de recrutement. Pour eux, les ONGs ainsi que les agences ne recrutent pas localement et privilégie d'amener des staffs d'ailleurs même pour les postes qui nécessite pas une qualification particulière. Le souhait de la communauté et de mettre en place au sein des ONGs et agences une politique d'embauche qui privilégie le recrutement local afin de réduire le chômage local. Certains groupes ont proposé un pourcentage variant entre 60 et 90 % des staffs recrutés localement à Nyunzu pour les ONGs basées à Nyunzu.
2. **Mode opératoire des ONGs** : vocable interprété de plusieurs manières mais en général, il revoit aux thématiques ci-après :
3. **Ciblage, identification et enregistrement de bénéficiaires** : les différents groupes ont souvent critiqué la façon dont l'identification, l'enregistrement et le ciblage des bénéficiaires sont faites laissant libre court à l'arbitraire et à la fraude. Généralement les critères de ciblage des bénéficiaires ne sont pas connus moins encore discutés avec les communautés. Les personnels des ONGs sont les seuls à connaître les critères de sélection des bénéficiaires et associent à peine la communauté. Pourquoi le choix de tel et pas de tel autre bénéficiaire ? Souvent certains acteurs humanitaires utilisent cette fenêtre pour introduire la fraude dans les activités humanitaires. Parfois les acteurs humanitaires n'ont pas suffisamment approfondis les analyse do no harm dans la sélection des bénéficiaires dans un contexte de sortie de conflits inter communautaire, mettant en péril dans certain cas les bénéficiaires ou toute une communauté
4. **Fraude** : un réseau de fraude a été mis en place et est entretenu par les acteurs humanitaires pour détourner l'aide humanitaire soit en collaboration avec des acteurs locaux (communauté) soit en lien avec les autorités). Certains parle de retro commission et « blanchissement ». Souvent les sites de distribution sont érigés en marchés où des commerçant viennent visiblement acheter des choses. La question de piratage des jetons et des lieux de stockages fictifs des biens humanitaires surtout des vivres identifiés a été soulevé. Nos interlocuteurs ont demandé que pour la reprise des activités humanitaires des nouveaux staffs soient déployés à Nyunzu pour éviter des fraudes / mettre fin aux réseaux de fraude. La nécessité de mettre en place une stratégie pour démanteler les réseaux de fraude est une obligation.
5. **Faible communication entre acteurs humanitaires et autres acteurs (communautés et étatiques)** : manque de sensibilisation, faible dissémination des critères de sélection et de ciblage des bénéficiaires, faible échange d'informations sur les contenus des projets et des réalisations ainsi sur les objectifs du projet avant, pendant et à la fin. Pas de remise de projet à la communauté à la fin du projet. Il n'y a pas un système de communication et d'échanges d'informations mis en place entre la communauté et les ONGs. Manque de transparence et opacité dans la gestion des projets
6. **Traffic d'influence des autorités** : Des privilèges et facilités accordés aux autorités en termes de recrutement (recommandations pour être recruter) et d'assistance (liste des bénéficiaires pour le compte des autorités). Ce qui semble que les autorités influencent les réponses humanitaires et sont les plus grands / premiers bénéficiaires de l'assistance humanitaires.

7. **Manque de redevabilité** : manque de mécanisme de redevabilité ou faible sensibilisation sur les mécanismes de redevabilité mis en place, pas de feedback communautaire et non pris en compte de ces feedbacks si récoltés. Les portes des Ongs restent très souvent fermées aux communautés.
8. **Influence des autorités politiques** sur les communautés : souvent les politiciens manipulent et instrumentalisent les communautés pour les dresser contre les humanitaires pour des raisons politiciennes. Certains groupes ont dénoncé l'influence des politiciens dans le cas de la crise actuelle de manque de confiance envers les humanitaires et la communauté de Nyunzu.
9. **Manque d'approche participative** : plusieurs groupes reçus ont dénoncé le manque d'implication des communautés, des autorités locales et des structures sociales des villages dans toutes les étapes du projet. Souvent les communautés, les autorités sont complètement exclues dans le cycle du projet. La mise en œuvre du projet est présentée comme une affaire exclusive des staffs des ONGs qui ne laissent aucune chance aux communautés d'apporter leur savoir-faire et leurs idées.
10. **Modalité d'assistance** : certaines modalités d'assurances notamment les foires ont été décriées. La mauvaise organisation et la tenue des foires génèrent des profits énormes aux commerçants. Les prix exorbitants des biens qui sont appliqués dans les foires (jusqu'à trois fois plus cher qu'au marché local) font que les commerçants sont les plus grands bénéficiaires des foires plutôt que les vulnérables. Les commerçants dupent souvent les vulnérables bénéficiaires analphabètes sans que les organisateurs ne mettent en place des mesures de mitigation. Le cash et les distributions directes ont souvent été recommandés plutôt que les foires.
11. **Achats locaux et sélections des fournisseurs locaux** : les ONGs ne recourent pas aux fournisseurs locaux et préfèrent octroyer les marchés aux fournisseurs d'ailleurs. Tout comme les ONGs préfèrent acheter les biens, les produits et intrants (semences) ailleurs. Promouvoir les achats locaux et privilégier les fournisseurs locaux
12. **Assistance aux familles d'accueil** : La question d'assistance aux familles d'accueil a été présentée non seulement comme une nécessité au regard du contexte mais surtout comme une sorte de justice. Les familles d'accueil ont reçu, assisté les déplacés qui ont vidé tous les stocks des ménages d'accueil. En plus tous n'ont pu avoir un accès aux champs pendant un trimestre. Assistance basée sur la vulnérabilité plutôt que sur le statut
13. **Absence de moralité et mauvaise conduite / abus sexuel / problème individuels** : beaucoup des humanitaires n'ont pas une bonne moralité et ne traitent pas les bénéficiaires avec respect et dignité au cours de la distribution, selon certains groupes. Certains humanitaires auraient été mêlés dans des cas de abus sexuel. Le mauvais comportement de certains humanitaires explique aussi l'animosité de la communauté locale contre les humanitaires (des problèmes personnels)
14. **Non-paiement des taxes et redevance étatiques** : les acteurs humanitaires refusent souvent de payer les taxes et redevances même celles dont ils ne sont pas exemptés. Ils se comportent souvent comme étant au-dessus des lois du pays.

La délégation du CRIO a noté tous les points ayant fait l'objet des échanges avec différents groupes. Mais au cours des discussions, les membres du CRIO ont édifié les différents groupes rencontrés en apportant des informations et éclaircissements nécessaires. Souvent houleux et agressifs, les débats se sont généralement conclus dans une atmosphère détendue et de compréhension.

IV. SITUATION HUMANITAIRE

Suite à l'amélioration des conditions de sécurité, une équipe humanitaire composée de certains membres du CRIO accompagné de Divah Nyunzu, ainsi que du cluster éducation et protection en mission à Nyunzu, ont effectué deux missions go and see sur l'axe Nyunzu- Ngombe (40 km) et Nyunzu – Kabeya Mayi (36 km)

De manière générale, la situation humanitaire dans le territoire de Nyunzu reste marquée par des mouvements des populations et leurs conséquences mais aussi par des questions de protection.

1. **Mouvements des populations** : L'insécurité causée par les épisodes de violences inter communautaires et les activités des groupes armés cause des mouvements de populations récurrents
 - **Déplacement des populations** :
 - **Nyunzu Cité** : Selon les informations partagées avec DIVAH et le comité des déplacés de Nyunzu, le dernier **dénombrement fin avril 2020**, environs 51 000 personnes déplacées (10 362) ont été accueillies à Nyunzu entre janvier et mars 2020 suite à regain de violence entre les Twa et les Bantu. Ces déplacés viennent du secteur Nord (2838 ménages) et Sud Lukuga (6 864 ménages) dans le territoire de Nyunzu, du

territoire de Kabalo/groupement Maloba (110 ménages) et du territoire de Manono /Lwaba – Kiyombo (550 ménages). Mais avec le mouvement de retour entamé depuis mai 2020, le chiffre des déplacés à Nyunzu a baissé de façon significative.

- *Kalombo / Kabeya Mayi* : ce site des déplacés existait depuis 2018 et comptait 507 ménages déplacés avant l'actuel crise. Depuis janvier 2020, le site a reçu trois nouvelles vagues des déplacés issus de différents choc au nord Est (axe Kabeya Mukena, Kalima) et Nord-Ouest de Kabeya Mayi (Nkoswelumbu) ainsi la population des Kabeya Mayi. Actuellement ce site subdivisé en quatre sites compte un total de 1098 nouveaux ménages déplacés(Kilunga 195, Kabeya Mukena 370 , Kilwa 233 et Kabeya Mayi 300) , rapportent le comité des déplacés de Kalombo ainsi que le chef de village Kalombo.

- **Retour des populations** : un total de Personnes sont retournés entre avril et juin 2020 dans le territoire de Nyunzu . Entamé depuis avril 2020, le mouvement de retour des déplacés s'est accéléré en mai et juin 2020 sur quatre axes :

- au sud sur l'axe Nyunzu- Ngombe – Mokimbo et Ngombe – Ngoyi (retour mixte population Bantu et population Twa . Parmi ces retournés, **6634 personnes sont rentré dans la seule AS de Muyuha**
- **Un total de 934 ménages sont retournés au Nord** dans 13 Villages sur l'axe Nyunzu – Kabeya Mayi . Sur cet axe seuls les populations Bantu sont rentrées.
- **902 ménages retournés enregistrés à l'Ouest** sur l'axe Nyunzu – Luizi , les populations bantu et Twa sont rentrés sur l'axe principal.
- **1175 personnes** ,toutes membres de la communauté Twa sont sortis de la brousse sur l'axe Ngombe – Ngoyi.
- **175 ménages sont rentré** sur l'axe Nyunzu- Benze.
- **Questions de protection** : La situation de protection reste une préoccupation majeure dans le territoire de Nyunzu. Le territoire de Nyunzu, (195 km au Nord-est de Kalemie) est actuellement confrontée à une grave menace de protection des civils (PoC) causée par l'activisme accru des milices d'ethnies, d'un côté twa et de l'autre bantu dit Eléments dans un conflit inter communautaire qui perdure, ainsi que l'activisme d'autres groupes Mai Mai et groupes armés tel que APA NA PALE, les opérations militaires lancées depuis le mois de mars 2020 dans les deux secteurs Nord et Sud Lukuga, sont à la base de la dégradation de la situation de protection dans ce territoire. Plusieurs cas d'allégations des violations et d'atteintes des droits de l'homme attribuées sont attribuées aux militaires FARDC , aux groupes des milices twa et bantu ainsi qu'aux groupes armés opérant dans le territoire de Nyunzu.
- **Besoins humanitaires pressants liés à l'impact des mouvements des populations** : Les mouvements des populations ont généré des besoins humanitaires multisectoriels importants sur les axes concernés en particulier dans les secteurs des abris et AME, de sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé, et l'eau potable ainsi que des problème protection. Les retournés tout comme les déplacés vivent dans des conditions précaires, suite à la destruction de leurs habitations, biens, à la perte des stocks alimentaires et de leurs moyens de subsistance. Six mois après le déplacement et sans assistance humanitaire, la vulnérabilité s'est accrue au sein des ménages déplacés, retournés et les familles d'accueil suite à la pression exercée sur les faibles moyens de subsistance de la zone. Une assistance humanitaire urgente en faveur des personnes retournées, déplacées et même les familles d'accueil vulnérables est nécessaire.

V. Autre activité réalisée

OCHA a avec l'appui du cluster protection organisé et tenu deux séances de dissémination des principes humanitaires avec des groupes des jeunes (Comité territoriale de la jeunesse de Nyunzu et le Collectif des jeunes leaders du Tanganyika)

Des séances participatives qui ont permis de vulgariser et expliquer les principes sur lesquels l'assistance humanitaire est basée en République Démocratique du Congo. Des séances de questions et réponses ont clôturé ces deux séances. Les participants sont sortis en général très intéressés et satisfaits des échanges.

VI. Conclusion et recommandations

Au bout des différentes rencontres, la délégation du CRIO a noté le bon déroulement de la mission, la qualité et la sincérité dans les des échanges, le besoin d'être écouté et impliqué dans les réalisations et projets humanitaires mais surtout un besoin unanime pour une reprise rapide des activités humanitaires exprimé par tous les groupes.

Tous les groupes ont sollicité et plaidé en faveur de la mise en place d'une intervention humanitaire d'urgence pour venir

en aide aux populations vulnérables de Nyunzu. Malgré des langages parfois extrémistes utilisé par certains intervenants au cours des différentes rencontres, aucune perception vraiment anti humanitaire n'a été ressenti au cours de la mission. Sinon l'expression des frustrations accumulées du fait de manque des canaux de communication et d'échanges permanents établis entre les organisations et la communauté.

Quelques recommandations proposées :

- Reprendre l'assistance humanitaire à Nyunzu en urgence avec d'une part la mise en œuvre d'une réponse communautaire dans un premier temps à Nyunzu centre et au même moment sur les axes mener des activités de type communautaires combinés à une réponse de type individuel
- Organiser des missions d'évaluation des besoins humanitaires sur les axes
- Mettre en place le plus rapidement possible une réunion mensuelle du cadre de concertation territoriale
- Mettre en place un programme conjoint de sensibilisation aux principes humanitaires et aux autres principes additionnelles qui guident l'action humanitaires mais aussi autour des mandats des organisations humanitaires
- Encourager les acteurs humanitaires à mettre en place des mécanismes de redevabilité et des canaux de communications avec les communautés
- Mettre en place et appuyer les activités de paix et de cohabitation pacifique avec l'aide des autorités
- Mettre en place / renforcer des mécanismes de lutte et de suivi contre la fraude et les abus sexuelles
- Mettre en place une politique qui encourage la MO locale pour des postes accessibles aux locaux
- Poursuivre les efforts de sécurisation des zones touchées par le conflits inter communautaires, le désengagement des milices (bantu et Twa) pour un retour durable des déplacés (autorités)